

Compte rendu

Ouvrage recensé :

United Nations, Department of Economy and Social Affairs, Population Division. *World Urbanization Prospects. The 1996 Revision*. New York, United Nations. (ST/ESA/ SER. A/170), 1999.

par Jacques Ledent

Cahiers québécois de démographie, vol. 29, n° 1, 2000, p. 179-185.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/010283ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. 1998. *World Urbanization Prospects. The 1996 Revision*. New York, United Nations. (ST/ESA/SER.A/170)

L'Organisation des Nations Unies entreprend périodiquement de réviser les estimations et projections de population qu'elle est tenue d'effectuer pour tous les pays du monde, de manière à y incorporer l'information pertinente accumulée depuis la dernière mise à jour. C'est ainsi qu'elle publie sur une base bi-annuelle un ensemble de documents portant sur l'évolution attendue au regard du niveau de la population de chaque pays, de sa structure par âge ou encore de sa répartition entre zones rurales et zones urbaines.

Les mises à jour les plus récentes ont été publiées dans le courant de 1998 et s'appuient sur l'information démographique qui était disponible à la fin de 1996. La révision qui se rapporte à l'évolution de la population totale a fait l'objet d'une note de lecture dans la dernière livraison des *Cahiers* (28, 1-2, p. 344-349). La révision dont il s'agit ici a trait à l'évolution des populations résidant en zones rurales et urbaines. Elle se présente sous la forme d'un document de près de deux cents pages constitué de trois chapitres suivis d'une annexe statistique. Le chapitre premier (trente pages) présente et interprète les principaux résultats des estimations et projections, tandis que les chapitres 2 et 3 (cinquante pages à eux deux) offrent diverses considérations méthodologiques relatives à la préparation de ces estimations et projections. Enfin, l'annexe statistique fournit le détail des populations estimées et projetées, à intervalles réguliers de cinq ans, de 1950 à 2015 ou 2030 selon le cas; mais les résultats relatifs aux agglomérations urbaines individuelles sont limités à celles qui ont atteint au moins 750 000 habitants. Cette annexe est constituée de 17 tableaux qui, il n'est sans doute pas inutile de le noter, peuvent être obtenus sur support magnétique auprès de l'unité des Nations Unies qui les a préparés, c'est-à-dire la Division de la population, et ce pour un coût, somme toute, modique.

Reprenons maintenant par le détail chacun des trois chapitres. Le chapitre premier, tout d'abord, est divisé en deux parties distinctes mettant l'accent, l'une sur l'urbanisation, l'autre sur la croissance urbaine. L'analyse des tendances passées et futures de l'urbanisation développée dans la première partie repose sur des estimations et projections des populations urbaine et rurale réalisées séparément pour

chacun des 228 pays du monde. Néanmoins, cette analyse n'est pas menée au niveau des pays individuels mais plutôt en relation à divers regroupements de pays mettant en vedette : a) 21 sous-continentes, b) 6 continents (Afrique, Asie, Europe, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord et Océanie), c) deux grands ensembles économiques (celui des pays plus développés, incluant tous les pays de l'Amérique du Nord et de l'Europe plus le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et celui des pays moins développés, comprenant tous les autres), auxquels s'ajoute un troisième ensemble comprenant les 48 pays les moins développés de la planète désignés par l'Assemblée générale des Nations Unies, et enfin d) le monde entier.

Si la proportion de la population mondiale résidant dans les zones urbaines s'établissait à 46 % en 1995, les urbains deviendront majoritaires vers 2006, avant de constituer les deux tiers des habitants de la planète, vers 2030. Mais, alors que, dans les pays plus développés, le degré d'urbanisation passera de 75 % en 1995 à 84 % en 2030, il augmentera de manière plus substantielle, de 33 % à 57 %, dans les pays moins développés. Il s'agit là d'une augmentation de 24 %, qui se trouve être à peu près équivalente à celle anticipée pour les 48 pays les moins développés puisque, dans le même temps, ceux-ci verront leur degré d'urbanisation s'élever de 23 % à 44 %.

Selon la Division de la population, le taux de croissance de la population urbaine relatif à l'ensemble des pays moins développés a régulièrement diminué au cours des vingt dernières années, passant de 3,8 % au tournant des années 1980 à guère plus de 3 % aujourd'hui. De plus, il continuera à diminuer à l'avenir pour tomber à moins de 2 % d'ici 2030. Dans ces conditions, la forte augmentation du degré d'urbanisation rapportée ci-dessus pourrait paraître surprenante. Cependant, il faut se rappeler que la diminution du taux de croissance de la population urbaine, pour importante qu'elle soit, tarde à entraîner une diminution substantielle des accroissements en volume de la population urbaine.

Cette dernière remarque explique d'ailleurs pourquoi la croissance des grandes villes à travers le monde est appelée à se poursuivre de manière soutenue. Cela est clairement démontré dans la deuxième partie du chapitre premier, où sont analysés les résultats des estimations et projections de population effectuées pour chacune des agglomérations

urbaines de la planète comptant au moins 100 000 habitants (au nombre de 2668 en 1995). Les développements présentés dans cette partie examinent tout d'abord les modifications dans le temps subies par la liste des 15 plus grandes agglomérations urbaines, avant de s'intéresser à l'évolution du nombre et de la distribution régionale des mégapoles (définies comme les agglomérations urbaines de plus de 10 millions d'habitants). Ils abordent ensuite le phénomène de la contre-urbanisation et de la reconcentration de la population avant de clore par une analyse de la distribution des agglomérations urbaines selon la taille.

La liste des 15 plus grandes agglomérations urbaines, dominée par New York jusqu'à la fin des années 1960, continue et continuera à être menée par Tokyo, même si la population de cette dernière (27 millions en 1995) ne gagnera guère que 2 millions d'habitants additionnels d'ici à l'horizon de la projection, fixé à 2015 (au lieu de 2030 en ce qui concerne les populations rurales et urbaines). D'ici là, néanmoins, cette liste subira un remaniement profond. Certaines agglomérations vont poursuivre leur ascension fulgurante vers la tête de la liste. Ainsi, en 2015, les deuxième et troisième positions seront occupées par Bombay et Lagos, qui, aujourd'hui classées aux cinquième et treizième rangs, ne figuraient même pas sur la liste en 1980. De plus, les cinquième et sixième rangs reviendront à Dhaka et à Karachi, qui il y a peu, en 1995, étaient encore absentes de la liste. À l'inverse, d'autres agglomérations vont entreprendre une descente vers le bas de la liste, telles les agglomérations qui en 1995 s'étagaient du deuxième au quatrième rangs : Mexico, Sao Paulo et New York. D'autres encore, telles Los Angeles, Buenos Aires, Séoul, Osaka et Rio de Janeiro, se retrouveront hors de la liste d'ici 2015.

De manière générale, les modifications attendues dans la liste des 15 plus grandes agglomérations urbaines reflètent la conjonction du caractère soutenu de la croissance à venir dans les grandes villes d'Asie (hors du Japon et de la Corée) et de son essoufflement dans celles d'Amérique Latine et plus encore dans celles d'Amérique du Nord. C'est ainsi qu'en 2015, la liste des 15 plus grandes agglomérations en comportera 9 situées en Asie contre 2 en Amérique latine et Caraïbes, 2 en Amérique du Nord et 2 en Afrique. Cette même conjonction de tendances explique par ailleurs l'évolution attendue à l'endroit des mégapoles. Au nombre de 5 en 1950 et de 12 aujourd'hui, ces dernières vont s'enrichir de 12 nouvelles unités, toutes situées

en Asie à une exception près. Notons qu'il en résultera une augmentation importante de la part de la population urbaine vivant dans les mégapoles (10,6 % en 2015 contre 7,6 % aujourd'hui), mais que cela n'empêchera nullement la majorité des urbains de continuer à vivre dans des agglomérations comptant moins de 500 000 habitants.

Voilà donc résumées en quelques traits les grandes tendances futures en matière d'urbanisation et de croissance urbaine ressortant du chapitre premier, du moins celles qui nous semblent suffisamment solides pour se réaliser. Mais, à l'instar de la forte croissance que la Division de la population avait prévue il y a un quart de siècle pour les agglomérations urbaines d'Amérique latine, et qui, en fin de compte, a tourné court, il se pourrait bien que la croissance aujourd'hui attendue pour les agglomérations urbaines de l'Asie progresse moins rapidement que prévu.

Le chapitre 2 est un chapitre méthodologique qui a pour objet de présenter les méthodes d'estimation et de projection utilisées par les Nations Unies afin d'estimer et projeter la population urbaine de tout pays d'une part et la population de toute agglomération urbaine d'autre part. Dans les deux cas, il se borne à une simple description de l'algorithme de calcul mettant en valeur la succession de formules qui sous-tendent les étapes successives. Cependant, si les connaissances mathématiques auxquelles elle fait appel sont à la portée de tous, cette description requiert une attention soutenue du lecteur, y compris celle du lecteur, tel l'auteur de cette note, que ne rebutent pas les formules mathématiques. C'est qu'elle offre une foule de détails sans importance plutôt que de prendre le recul susceptible d'assurer une compréhension générale.

En vérité, les deux méthodes de projection utilisées reposent sur un même principe relativement aisé à comprendre. Celui-ci s'appuie sur une quantité (différence entre les taux de croissance des populations urbaine et rurale dans le premier cas, taux de croissance de l'agglomération urbaine dans le second) qui, partant de la valeur estimée pour la dernière période quinquennale, tend progressivement — en l'espace de quatre périodes quinquennales, donc vingt ans tout au plus — vers une valeur prédéterminée. Celle-ci s'obtient d'ailleurs sans peine au moyen d'une simple fonction linéaire de quantités connues : le degré d'urbanisation dans le premier cas, le taux de croissance de la population urbaine du pays concerné et le logarithme de la taille de l'agglomération urbaine en question

dans le second cas. En bout de ligne, ce principe est fort plausible mais il est aussi tout à fait transparent. Il sert à donner une orientation commune à l'évolution attendue de la population urbaine comme à celle des agglomérations urbaines dans chacun des pays du monde.

Enfin, précisons que les estimations et projections de population dont il est question ici reposent sur des concepts statistiques qui ne découlent nullement d'une définition générale édictée par la Division de la population des Nations Unies. En effet, cette dernière se contente, pour chaque pays, de reprendre les concepts utilisés par le bureau statistique national compétent. Étant donné que le caractère de ce qui est urbain varie sensiblement d'un pays à un autre, chaque bureau statistique national est considéré comme l'autorité la plus apte à mettre en avant les critères permettant de délimiter de manière appropriée les périmètres des zones et des agglomérations urbaines dans le pays qui le concerne. Aussi le chapitre 3 énumère-t-il les divers périmètres urbains retenus pour chaque pays ainsi que les diverses années pour lesquelles des données pertinentes ont été observées au moyen de recensements ou encore estimées à partir d'enquêtes appropriées. L'examen de cette énumération plutôt fastidieuse révèle une forte disparité dans les concepts retenus de par le monde pour définir la population urbaine. Certains reposent sur un critère d'ordre administratif : est qualifiée d'urbaine toute localité ayant une fonction de gouvernement nationale, régionale ou locale. D'autres utilisent un critère d'ordre purement quantitatif : toute localité comptant un minimum d'habitants (lequel peut varier de 400 habitants en Albanie à 20 000 habitants au Nigeria) est déclarée urbaine. Mais bien souvent, les deux critères sont utilisés ensemble et parfois même d'autres critères s'y ajoutent. En tous cas, sachant que les estimations et projections relatives aux divers regroupements de pays considérés par la Division de la population sont obtenues par simple agrégation des estimations et projections effectuées au niveau de chacun des pays qui en font partie, il faut garder à l'esprit l'énorme variation que nous venons de constater dans la délimitation des zones et des agglomérations urbaines pour évaluer à sa juste valeur toute analyse des tendances de l'urbanisation et de la croissance urbaine comme celle qui est offerte au chapitre premier.

Pour terminer, remarquons que, à l'exemple des précédentes, la présente mise à jour ne se réfère nullement aux révi-

sions publiées antérieurement. Une telle amnésie ne dérangerait probablement pas le lecteur pressé, celui qui a un besoin immédiat de chiffres et tend à accepter aveuglément les estimations et projections proposées par la Division de la population. Par contre, elle sera déplorée par le lecteur plus sophistiqué, celui qui aime suivre et comprendre les modifications de tendances. Un instant tenté de comparer les résultats de la dernière révision avec la précédente, il finira par y renoncer, faute de pouvoir réaliser aisément une telle comparaison. Aussi, l'occasion est belle de profiter de cette note de lecture pour entreprendre une comparaison directe des résultats de la présente mise à jour avec la précédente, en l'occurrence celle de 1994.

À première vue, la comparaison effectuée suggère le maintien des grandes tendances avancées précédemment, ce qui ne saurait étonner étant donné le court laps de temps (deux ans) écoulé entre les deux mises à jour. Néanmoins, une investigation plus poussée permet de déceler un ralentissement général dans l'évolution attendue de l'urbanisation et de la croissance urbaine, un ralentissement que la Division de la population aurait introduit délibérément afin de répondre aux critiques justifiées qui déplorent son inclination traditionnelle à sous-estimer la diminution du rythme de l'urbanisation. Ce résultat aurait été obtenu au moyen de modifications mineures introduites dans les méthodes de projection qu'elle utilise de longue date; mais l'absence, dans la mise à jour de 1994 comme dans les précédentes, d'un chapitre méthodologique comparable au chapitre 2 de la présente mise à jour ne permet pas de conclure définitivement à ce propos.

Par ailleurs, l'investigation réalisée conduit à avancer d'autres remarques intéressantes. Tout d'abord, entre la mise à jour de 1994 et celle de 1996, la taille minimale à partir de laquelle une agglomération urbaine devient mégapole est passée de 8 à 10 millions d'habitants, et ce sans l'ombre d'une justification. Ensuite, les effectifs de population projetés offrent, d'une mise à jour à l'autre, des différences ponctuelles non négligeables, lesquelles s'expliquent par deux types de considérations différents. En premier lieu, les différences constatées peuvent être dues à la disponibilité de nouvelles données représentatives d'une modification de tendances. Ainsi, il apparaît que la diffusion des estimations de population réalisées en Chine pour l'année 1994 a conduit à revoir à la baisse la croissance attendue des agglomérations urbaines

chinoises, tandis que la diffusion des résultats du recensement mexicain de 1995 a conduit à revoir légèrement à la hausse la croissance anticipée de Mexico. C'est pourquoui, entre les deux dernières mises à jour, cette agglomération urbaine — qui au cours des années 1970 était supposée devenir tôt ou tard la plus grande de toute la planète — a effectué une remontée du dixième au septième rang dans le palmarès des 15 mégapoles les plus grandes à l'horizon 2015. En second lieu, les différences entre les deux dernières mises à jour peuvent découler de révisions apportées à la délimitation des périmètres urbains par certains bureaux statistiques nationaux. Il appert ainsi que, suite à un abaissement de 5000 à 1500 habitants de la taille minimale permettant de qualifier une localité d'urbaine, la population urbaine de l'Autriche présente, dans la mise à jour de 1996, des valeurs estimées et projetées dont l'ordre de grandeur est sans rapport avec les valeurs qui figuraient dans les mises à jour précédentes. Dans la même veine, la population de l'agglomération urbaine de Djakarta a été artificiellement amputée de près d'un tiers de sa population. Par voie de conséquence, elle se retrouve boutée, pour de bon, hors de la liste des 15 agglomérations urbaines les plus grandes, alors qu'il y a tout juste deux ans elle était encore promise au cinquième rang à l'horizon 2015 !

En fin de compte, la préparation des estimations et projections de populations urbaines effectuées par les Nations Unies ne serait-elle qu'un simple jeu ? Le caractère tout à fait normatif du principe général qui oriente l'évolution attendue en matière d'urbanisation et de croissance urbaine, l'addition « de pommes et d'oranges » qui sous-tend les effectifs relatifs aux groupements de pays que constituent les sous-continentes et les continents, ainsi que le caractère « aléatoire » des modifications effectuées au fil des mises à jour : voilà une accumulation d'éléments qui nous empêche de chasser de notre esprit une telle suspicion.

Jacques LEDENT
INRS-Urbanisation